

TD 3 LES PERSPECTIVES DE LA CROISSANCE

PARTIE 1 : Et si la croissance potentielle de la France restait faible ?



Publié le 15 septembre 2023 à 18h15

Patrick Artus Temps de lecture 4 minutes

Questions :

- 1 – Définissez la « croissance potentielle »
- 2 – Présentez les raisons de la baisse de la croissance potentielles.
- 3 – Précisez les raisons de l'écart entre le programme de stabilité du gouvernement français et la croissance potentielle.
- 4 – Indiquez les conséquences d'une stagnation sur l'économie française.

La **croissance potentielle** est la croissance qui peut être réalisée à moyen terme. Elle est donc la somme des tendances de croissance de la productivité du travail, de la population en âge de travailler et du taux d'emploi (la proportion de la population en âge de travailler qui a un emploi).

Quand on calcule la croissance potentielle de la France, de 2019 à 2022, on obtient un **chiffre négatif** (de $-0,3\%$ par an). En effet, de 2019 à 2022, la productivité du travail a reculé d'un peu plus de $1,1\%$ par an, la population en âge de travailler est restée stable, et le taux d'emploi a progressé d'un peu plus de $0,8\%$ par an. On voit que malgré le passage du taux d'emploi de $66,4\%$ en 2019 à $68,1\%$ en 2022, le recul de la productivité du travail depuis 2019 a fait disparaître plus que la totalité de la croissance potentielle.

On peut s'étonner, alors, que le Programme de stabilité publié par le gouvernement français en avril 2023 fasse l'hypothèse d'une croissance potentielle de $1,35\%$ par an, qui se décompose entre des gains de productivité de $0,8\%$ par an et une croissance du taux d'emploi de $0,55\%$ par an. Si la croissance supposée de ce dernier est raisonnable, celle de la productivité pose problème : le Programme de stabilité suppose que les gains de productivité de 2023 à 2027 seront supérieurs à ce qu'ils étaient de 2004 à 2018 ($0,66\%$ par an), alors qu'on connaît les effets défavorables de la désindustrialisation, de la faible

performance du système éducatif, de l'insuffisance des investissements en robotisation et des dépenses de recherche-développement sur la productivité du travail.

On peut donc se demander ce que seraient les conséquences d'une **simple stagnation** de la productivité en France. La **principale** est que le produit intérieur brut en volume serait 4 points plus bas en 2027 (5 fois 0,8 %). Cela induirait, à système fiscal inchangé, un recul de 2,1 points de PIB de recettes fiscales. Si les dépenses publiques sont celles qui ont été prévues, le déficit public à la fin de 2027 serait de 4,8 % du PIB et non de 2,7 % du PIB, ce qui entrerait en contradiction avec les règles européennes et imposerait la mise en place d'une politique budgétaire encore plus restrictive que celle qui a été annoncée (baisse de 3,7 points de PIB des dépenses publiques totales entre 2022 et 2027).

La **deuxième conséquence** de cette absence de gain de productivité sera un violent conflit intergénérationnel pour la répartition du revenu. Normalement, le salaire réel par tête augmente comme les gains de productivité, c'est-à-dire dans notre scénario qu'il n'augmentera pas entre 2022 et 2027. Mais le nombre de retraités va augmenter sur cette période de 1,4 % par an (de 7 % au total). Si le pouvoir d'achat des retraités est maintenu, il faudra augmenter les cotisations vieillesse payées par les salariés de 1 point de PIB, ce qui fera baisser le pouvoir d'achat des salariés actifs de 0,2 % par an. On peut imaginer que cette perspective déclenchera un conflit de répartition entre les générations.

On voit les conséquences extrêmement défavorables d'une poursuite de la stagnation de la productivité en France. **Peut-on échapper à ce piège ?** Les pistes d'espoir sont le redressement de l'investissement des entreprises depuis 2017, les effets peut-être favorables du développement de l'intelligence artificielle sur la productivité, le début du redressement du retard pris par la France en ce qui concerne les dépenses d'investissement en nouvelles technologies et en robotisation.

Toutefois, on peut avoir des doutes sur les effets, supposés généralement favorables, de l'intelligence artificielle sur les gains de productivité. Dans la seconde moitié des années 1990, on imaginait qu'Internet allait favoriser une croissance forte de la productivité du travail. Aujourd'hui, ces espoirs ont été déçus.

Les **créations d'emplois** ont surtout été fortes dans les plateformes liées à Internet, et ces emplois sont en général peu qualifiés et peu productifs. Il est à craindre que la même désillusion apparaisse en ce qui concerne les effets de l'intelligence artificielle sur les gains de productivité. Par ailleurs, le faible niveau du système éducatif et des compétences tant des jeunes que de l'ensemble de la population seront des handicaps difficiles à corriger. Les progrès dans ce domaine sont très lents, sinon inexistants.

Enquête après enquête, **la France se classe dans les derniers rangs des pays de l'OCDE** en ce qui concerne les compétences des jeunes, en particulier les compétences scientifiques. Et le système de formation professionnelle continue à ne bénéficier essentiellement qu'aux personnes déjà bien formées...

PARTIE 2 - transition écologique : croissance ou décroissance ?



Aix-en-Provence

Publié le 20/07/2022 11:42 Discours - **François Villeroy de Galhau**,

Questions :

- 1 – Définissez la décroissance.**
- 2 – Présentez les conséquences de la décroissance.**
- 3 – Quelles sont les actions à conduire pour permettre un découplage suffisant ?**
- 4 – Définissez le prix du carbone.**
- 5 – Quelles sont les conséquences de la mise en place d'un prix du carbone ?**
- 6 – Quels sont les apports du multilatéralisme ?**

Rencontres économiques d'Aix-en-Provence – 8 juillet 2022 – Discours de François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France

Je veux d'abord vous dire le plaisir de retrouver Aix, même sur un sujet difficile comme ce soir. Je vais vous proposer en 6 minutes, une musique en deux temps prestissimo.

Premier temps : Je vais citer un de mes anciens patrons, les problèmes qui n'ont qu'une seule solution sont les plus simples. Pour le dire autrement, nous n'avons pas le choix. D'abord parce que ceux qui voudraient refuser la transition nous mènent non seulement à la catastrophe écologique mais à la catastrophe économique. Nous avons fait des études à la Banque de France sur l'effet PIB en 2100. Nous ne prétendons pas le savoir avec une précision totale, mais si on a une transition ordonnée elle nous coûte sur le plan économique autour de 7 points de PIB selon notre estimation. Si on refuse la transition, à ce moment-là on a un risque physique massif qui coûte à l'économie 3 fois plus, 20 points de PIB.

Nous n'avons pas le choix non plus parce que, même si je regrette que la diversité de nos opinions sur cette scène ne soit pas à la hauteur du thème, je ne crois pas que la décroissance soit une stratégie, ni désirable, ni suffisante. Elle n'est pas désirable car elle nous priverait soit des revenus dont on a besoin pour financer les investissements, et elle accroîtrait fortement les inégalités et les tensions de répartition pour le dire de façon soft, voire la violence sociale. Elle n'est pas suffisante en soi car tout dépend du contenu de la décroissance et si elle est associée à une stratégie climatique intelligente. Si c'est pour garder le même mix, honnêtement ce n'est pas une stratégie efficace.

Il nous reste une stratégie et une seule : le **découplage**. Je donne là un petit éclairage économique car cela se mesure. Dans le ratio le plus simple, vous prenez au numérateur une donnée qui traduit l'empreinte environnementale, mettons les émissions de CO2 et au dénominateur, une donnée qui traduit la croissance économique, prenez le PIB. La bonne nouvelle c'est que ces indicateurs de couplage ou de découplage, que je vais prendre ici dans le sens couplage, marquent déjà une réduction sensible de l'empreinte environnementale par point de PIB. Les ordres de grandeur sont significatifs. Sur les 20 dernières années, depuis les années 1990, en moyenne, le couplage a diminué à l'échelle mondiale de 1,8% par an. C'est encore mieux dans l'UE : on diminue l'empreinte environnementale en point de PIB de 3,3% par an. La moins bonne nouvelle c'est que c'est très loin d'être suffisant. Si on veut atteindre le net zéro en 2050 à l'échelle mondiale il faut diminuer le couplage de 9% par an. Donc multiplier par 5 à l'échelle mondiale et par un peu plus de 2,5 à l'échelle européenne.

J'arrive à mon **deuxième temps**, qui n'est pas contradictoire avec le premier : il consiste à dire qu'une solution, fût-elle unique, celle du découplage, peut être complexe et peut imposer l'addition, j'insiste sur **l'addition**, d'actions multiples. Il y a de multiples défis et Patrick Artus en a cité un certain nombre. Je vais me limiter pour tenir dans les 6 minutes à trois que j'annoncerai juste. Le premier, c'est la question des **investissements**. Évidemment, si on est à peu près d'accord sur les ordres de grandeurs, c'est très significatif, c'est presque 1000 milliards de dollars à l'échelle mondiale d'investissements supplémentaires. Mais c'est atteignable et finançable en particulier en Europe car nous avons des ressources abondantes. Christine Lagarde tout à l'heure a fait applaudir ce qu'on appelle l'Union des marchés des capitaux, cela prouve son talent. Mais l'Union des marchés des capitaux peut être verte. Nous avons les ressources ; je ne dis pas que la partie investissement est facile, mais elle est moins difficile que les deux autres défis.

Deuxième défi : il n'y a pas de découplage durable et des investissements privés durables s'il n'y a pas un **prix du carbone**, s'il n'y a pas un signal économique clair qu'il y a intérêt à mener la décarbonation. On rentre sur un sujet infiniment plus difficile de répartition sociale. Vous savez, le terme français qui est le mieux connu dans les enceintes internationales où je participe c'est : « gilet jaune ». Leur mouvement n'a échappé à aucun de nos voisins. Regardez au passage ce qui se passe actuellement sur le choc énergétique Ukraine, la façon dont on se précipite pour le compenser, je sais bien qu'il y a des débats démocratiques, mais cela montre que s'il y a un prix du carbone, il faut une juste compensation. Il y aussi des questions techniques. Est-ce que c'est une taxe ou des permis négociables ? Il y a le niveau. Est-ce que c'est le même au niveau mondial, partout, ou différencié selon le degré de développement comme le FMI l'a proposé ? Mais il faut un prix du carbone et tant qu'il n'est pas mondial il faut des mécanismes d'ajustements aux frontières. Là-dessus, nous devons être clairs et fermes avec nos partenaires américains : le virage pro-climat de l'administration Biden est très bienvenu, et très visible dans les organisations internationales. Mais il y manque ce chaînon essentiel qu'est le prix du carbone.

Enfin, il n'y aura pas de découplage s'il n'y a pas **d'engagement international global**. On pourra faire tout ce qu'on veut au niveau européen, et je crois que c'est très important, mais on sait que la Chine avec 29% des émissions représente autant que l'UE, les États-Unis et l'Inde réunis. Cela pose la question du multilatéralisme. Évidemment, il n'est pas en grande forme. J'aurais tendance à dire que ce que Trump avait commencé, Poutine l'a hélas achevé.

PARTIE 3 : Les perspectives de croissance économique



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Questions

- 1 – Présentez les différents scénari concernant les prévisions de croissance.
- 2 – Définissez : niveau cible de l'inflation.
- 3 – Précisez ce qu'est la fragmentation géopolitique. Quelles sont ses conséquences ?

Une reprise cahoteuse avril 2023

Les perspectives sont incertaines, dans un contexte caractérisé par les perturbations du secteur financier, le niveau élevé de l'inflation, les effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'héritage de trois années de pandémie de COVID-19.

D'après les **prévisions de référence**, la croissance devrait ralentir de 3,4 % en 2022 à 2,8 % en 2023, avant de s'établir à 3,0 % en 2024. Les pays avancés devraient connaître un ralentissement particulièrement marqué de leur activité économique, avec un taux de croissance chutant de 2,7 % en 2022 à 1,3 % en 2023. Dans un autre scénario plausible avec une amplification des tensions sur le secteur financier, la croissance mondiale chute aux alentours de 2,5 % en 2023 et celle des pays avancés passe sous la barre de 1 %. Dans le scénario de référence, l'inflation globale mondiale chute de 8,7 % en 2022 à 7 % en 2023 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base, mais l'inflation sous-jacente devrait diminuer plus lentement. Dans la plupart des pays, l'inflation ne devrait pas revenir à son niveau cible avant 2025.

Le **taux d'intérêt naturel** est important aussi bien pour la politique monétaire que pour la politique budgétaire, car il constitue un niveau de référence pour juger de l'orientation de la politique monétaire ainsi qu'un facteur déterminant de la viabilité de la dette publique.

La **dette publique** exprimée en ratio du PIB est montée en flèche pendant la crise de la COVID-19 et devrait rester élevée.

Sous l'effet des **perturbations des chaînes d'approvisionnement** et de l'accentuation des tensions géopolitiques, les risques ainsi que les éventuels bienfaits et désavantages de la fragmentation géoéconomique se retrouvent au cœur du débat de politique économique.

La **fragmentation** peut remodeler la dynamique géographique de l'investissement direct étranger et cela peut affecter l'économie mondiale.

Question 4 : commentez les deux schémas ci-dessous

